



La CFE Énergies appelle à réellement tirer les leçons de l'actuelle crise des prix de l'énergie

Face à l'envolée des prix de l'énergie en Europe et à ses dégâts sur le pouvoir d'achat des Européens, la Commission européenne semble encline à l'attentisme et à la procrastination sous la pression de pays comme l'Allemagne et le Luxembourg qui refusent toute remise en cause structurelle du marché. Pourtant, d'autres pays européens emmenés par la France demandent une révision en profondeur des règles du marché intérieur de l'énergie.

Pour la CFE Énergies, la Commission doit les entendre et ne pas se contenter d'ouvrir une réflexion sur les réserves stratégiques de gaz, de demander à Gazprom d'augmenter ses livraisons ou de limiter son action à la seule atténuation des incidences sociales de cette crise. Aussi utiles que soient ces mesures, elles ne suffiront pas à résoudre durablement cette crise systémique.

Face à cette obstination dogmatique méconnaissant les fondamentaux techniques et économiques de l'énergie, la CFE Énergies appelle les dirigeants français et européens à analyser les causes profondes de la crise actuelle des prix de l'énergie. Ils doivent faire un bilan honnête de la libéralisation des marchés de l'énergie et tirer les leçons des ravages provoqués par le logiciel libéral à l'œuvre depuis plus de vingt ans en Europe.

C'est à ces conditions qu'ils pourront refonder l'Europe de l'énergie sur des bases solides, avec une vision de long terme, et non sur un marché intérieur qui ne serait guidé que par la concurrence court-termiste fondée sur les prix spots.

Cette crise doit conduire à une révolution copernicienne. La CFE Énergies défend donc les efforts affichés de la France pour mettre fin à l'entêtement idéologique de la Commission européenne illustré par les propos de Kadri Simson, commissaire européenne à l'énergie, qui a déclaré devant le Parlement européen « *qu'il n'existe pas de modèle de marché alternatif qui permettent d'obtenir des prix plus bas dans la situation actuelle* ».

Cette idéologie libérale est telle que la DG Energy de la Commission n'a pas hésité, lors d'une rencontre avec les organisations syndicales françaises au printemps dernier, à prétendre et que le marché, les prix spots, les offres dynamiques et la concurrence seraient indépassables car par nature faites pour le bien des citoyens européens réduits à leur seul statut de consommateur. Cette même DG Energy a d'ailleurs pris les tarifs réglementés pour cible pour que seul le prix de marché règne.

A l'aube de la présidence française de l'Union Européenne, la CFE Énergies appelle donc Bruno Le Maire à aller au-delà du bouclier tarifaire annoncé par le Premier Ministre et à concrétiser son propre discours volontariste en obtenant de Bruxelles une véritable inflexion.

Si elle veut réussir son Green Deal, la Commission européenne doit tenir compte des faits et accepter cette amélioration de l'architecture de marché ou « market design », via le retour du long terme dans les signaux économiques, la régulation et la planification qui est incontournable pour favoriser l'investissement dans les énergies bas carbone, sans distinction. Contrats pour différence, appels d'offres, power purchase agreement... les pistes



d'arrangements contractuels de long terme compatibles avec un régime européen d'aides d'état révisé ne manquent pas. Ces évolutions sont en tout cas la clef pour réussir la décarbonation et donc la neutralité carbone défendue par la Présidente de la Commission.

La CFE Énergies considère que cet examen de conscience ne doit pas s'arrêter à cette vague libérale qui avait en son temps été inspirée par les Anglo-Saxons. Outre la volatilité croissante des prix de l'électricité et la déstructuration de l'architecture de marché auxquelles il conduit du fait de l'accès prioritaire au réseau dont les énergies renouvelables électriques intermittentes (EnRi) bénéficient, le développement de ces EnRi dans un marché européen de l'électricité de plus en plus intégré conduit à la maille européenne à un recours croissant aux moyens de production électrique pilotables à partir d'énergies fossiles qui fixent le prix au coût marginal.

Les prix de l'électricité se formant sur ce marché européen, cela a pour conséquence une plus grande dépendance des prix européens de l'électricité aux prix mondiaux des énergies fossiles et à leur déconnection de la structure de coûts des parcs de production électrique des États-Membres, en particulier pour la France.

Dès lors, la vague verte qui déferle sur l'Europe, et que la Commission s'apprête à renforcer avec son paquet climat « Fit for 55 », ne peut pas être considérée comme étrangère à l'actuelle crise des prix de l'énergie.

Les dirigeants européens seraient donc bien inspirés de ne pas suivre les oracles de ceux qui veulent repeindre l'Europe de l'énergie en vert et qui prétendent qu'avec plus d'énergies renouvelables, la crise n'aurait pas eu lieu. Si développement des EnRi il doit y avoir, la CFE Énergies défend qu'il ne peut qu'être équilibré et raisonné. Car en matière de prix comme de stabilité du système électrique, l'aveuglement et l'idéologie ne sont en rien des gages de résilience !

Cet aveuglement serait d'autant plus incompréhensible que la fermeture programmée dans les années qui viennent de moyens pilotables de production électrique, de surcroît bas carbone, dans différents pays européens tels que l'Allemagne et la Belgique, va fragiliser la sécurité d'alimentation électrique de l'Europe et immanquablement pousser les prix sur le marché de l'électricité à la hausse. Ceci est d'autant plus critique que l'électrification qui est la clef de la décarbonation va conduire à une augmentation sensible de la demande d'électricité en Europe.

La CFE Énergies rappelle tout autant aux dirigeants européens qu'avant de céder aux sirènes de la vague libérale, les approvisionnements gaziers d'une Europe dépourvue de ressources gazières suffisantes reposaient sur des monopoles d'achat et des contrats de long terme qui évitaient de trop dépendre de la volatilité des marchés mondiaux du gaz et du pouvoir de marché exorbitant des pays producteurs.

L'ouverture du marché a conduit à l'exact inverse, et les Européens en paient aujourd'hui le prix. Ces dirigeants semblent donc avoir la mémoire courte lorsqu'ils font semblant de découvrir, sous l'heureuse impulsion de l'Espagne, les vertus des contrats de long terme et de la gestion collective publique des stocks stratégiques et des achats,

A l'heure où l'autonomie stratégique de l'Europe est fragilisée par la dépendance aux importations extra-européennes de gaz et d'équipements renouvelables que cette crise met en exergue, la CFE Énergies appelle le Gouvernement français à profiter de la prochaine présidence de l'Union Européenne pour pousser les dirigeants européens à tirer les leçons de cette crise. Ils doivent refonder la construction européenne de l'énergie sur des bases plus solides que les turpitudes d'une pseudo vague verte poussée par l'Allemagne s'ajoutant à la vague libérale. C'est la condition pour éviter demain le chaos énergétique en Europe.

Comme la crise des sous-marins australiens pousse à un examen de conscience sur l'Europe de la Défense, la CFE Énergies est convaincue que cette crise des prix de l'énergie pousse plus que jamais à un véritable examen de conscience sur l'Europe de l'Énergie.

Contact presse : Alexandre GRILLAT - alexandre.grillat@cfe-energies.com